

APPD : Questionnaire de vérification préalable pour l'APPD avec le DD des É.-U.

Le présent questionnaire fait partie du Cadre de responsabilité sociale des entreprises (RSE) de la CCC et concorde avec son Code de conduite et de déontologie des affaires (Code). Il a pour but d'aider la CCC dans son processus de vérification préalable de ses fournisseurs ainsi que de démontrer son engagement à faire des affaires avec des fournisseurs qui respectent la loi et agissent en toute intégrité. Remarque : veuillez joindre les renseignements supplémentaires demandés, le cas échéant.

Pays bénéficiaire : Département de la Défense des États-Unis – Accord sur le partage de la production de défense

Section 1 – Renseignements généraux

Nom juridique complet de l'entreprise :

Nationalité : Canadienne

Secteur d'activité (p. ex. consultation, défense, aérospatiale, génie, construction, fabrication) :

Nombre d'employés :

Adresse au Canada :

Adresse du site Web :

Nom complet de la personne-ressource :

Téléphone :

Courriel :

N° de TPS/TVH :

Section 2 – Propriété

2.1	Depuis combien d'années votre entreprise est-elle en activité?		
2.2	Veuillez joindre la liste des anciens noms de votre entreprise (le cas échéant).	Pièce jointe	S.O.
2.3	Votre entreprise est-elle une filiale, ou compte-t-elle des filiales et/ou des entreprises affiliées?	Oui	Non
Dans l'affirmative, veuillez indiquer le nom de la société mère, de la filiale et/ou de l'organisation affiliée ainsi que son lien avec votre entreprise. Veuillez fournir un organigramme, si possible.			
2.4	Votre entreprise est-elle cotée en bourse?	Oui	Non
Entreprises privées seulement : veuillez joindre une liste complète de tous les directeurs, dirigeants et propriétaires. Veuillez fournir un organigramme, si possible.		Pièce jointe	S.O.

Section 3 – Aspects juridiques

3.1	Veuillez joindre une copie des actes constitutifs de l'entreprise.	Oui ☐	S.O. ☐
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.			
3.2	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute personne mentionnée dans le présent questionnaire) a-t-elle fait l'objet d'un jugement, d'une plainte ou d'une procédure d'arbitrage, ou bien de menaces de poursuite en justice, en cours ou en suspens dans un tribunal quelconque et dont la valeur est supérieure à 500 000 \$?	Oui ☐	Non ☐
3.3	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute personne ou entité mentionnée dans le présent questionnaire) a-t-elle intenté une poursuite ou présenté une demande en arbitrage visant un autre ministère ou organisme du gouvernement fédéral?	Oui ☐	Non ☐

Section 4 – Aspects financiers

Veuillez fournir en pièce jointe les deux derniers états financiers de votre entreprise (pour l'entité visée par le contrat avec la CCC).		Pièce jointe ☐
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.		
4.1	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise a-t-elle, seule ou conjointement avec l'un de ses administrateurs ou cadres supérieurs, fait l'objet de forclusion, demandé à être placée sous la protection d'une quelconque disposition d'une loi sur la faillite, ou fait faillite ou été mise sous séquestre?	Oui ☐ Non ☐
4.2	Au cours des cinq dernières années, votre entreprise (ou toute entreprise associée) a-t-elle été en défaut au regard de ses conventions de prêt?	Oui ☐ Non ☐

Section 5 – Intégrité et déontologie des affaires

Au cours des cinq dernières années :			
Si vous répondez <i>Oui</i> à l'une des questions suivantes, veuillez fournir l'information demandée en pièce jointe.			
5.1	Pour les questions suivantes (de 5.1.a à 5.1.d), veuillez indiquer si votre entreprise (ou toute personne ou entité mentionnée dans le présent questionnaire), seule ou conjointement avec d'autres parties, ou ses sociétés apparentées, ses principaux actionnaires, son dirigeant principal ou ses cadres supérieurs :		
a.	ont été frappés d'interdiction de participer à un processus d'appel d'offres par une quelconque organisation gouvernementale ou internationale?	Oui ☐	Non ☐
b.	ont fait l'objet d'enquête, d'accusation ou d'un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou été assujettis à des mesures administratives connexes, pour cause de violation de la <i>Loi sur la corruption d'agents publics étrangers</i> ou d'autres lois sur la corruption et la subornation?	Oui ☐	Non ☐
c.	ont fait l'objet d'enquête, d'accusation ou d'un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou été assujettis à des mesures administratives connexes, pour cause de violation d'une loi ou d'un règlement régissant l'achat ou la vente de produits ou de services de la part ou à l'intention d'un gouvernement?	Oui ☐	Non ☐

d.	ont fait l'objet d'enquête ou d'un verdict de culpabilité pour cause de violation de lois relatives à la fraude fiscale, aux valeurs mobilières ou à la concurrence?	Oui ☐	Non ☐
5.2	Votre entreprise est-elle dotée d'une politique écrite concernant la corruption et la subornation?	Oui ☐	Non ☐
5.3	Votre entreprise fournit-elle de la formation anti-corruption/anti-subornation à ceux de ses employés qui travaillent dans des pays ou réalisent des activités à risque élevé?	Oui ☐	Non ☐
5.4	Votre entreprise dispose-t-elle de mesures de contrôle et de procédures établies en ce qui concerne les cadeaux, l'accueil, le divertissement et les voyages offerts à des agents publics étrangers ainsi que les autres dépenses connexes?	Oui ☐	Non ☐
5.5	Votre entreprise a-t-elle fait l'objet d'un audit de l'intégrité commerciale mené par un tiers au cours des cinq dernières années?	Oui ☐	Non ☐

Section 6 – Régime d'intégrité du gouvernement du Canada

Veuillez consulter les sites Web suivants :

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html> et <https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>

6.1	Après avoir lu le Formulaire de déclaration d'intégrité et la Politique d'inadmissibilité et de suspension de Services publics et Approvisionnement Canada ou SPAC, croyez-vous que votre entreprise pourrait être déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou une entente immobilière avec le gouvernement fédéral?	Oui ☐	Non ☐
-----	--	------------------------------	------------------------------

<http://www.international.gc.ca/trade-agreements-accords-commerciaux/ncp-pcn/index.aspx?lang=fra> and <http://www.oecd.org/fr/daf/inv/mne/2011102-fr.pdf>

6.2	Nous comprenons que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes coopèrent en bonne foi avec les enquêtes devant tout confiance dans les procédures devant tout point de contact national (PCN) pour les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales qui implique une demande de révision nomme la compagnie.	Oui ☐	Non ☐
-----	--	------------------------------	------------------------------

Section 7 – Agents, représentants et partenaires commerciaux

7.1	Votre entreprise embauche-t-elle des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire?	Oui ☐	Non ☐
7.2	Votre entreprise est-elle dotée d'une politique et/ou de processus écrits concernant le recours à des agents, à des représentants et à des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire? Dans l'affirmative, veuillez joindre un exemplaire de la politique et expliquer la façon dont elle a été appliquée.	Oui ☐	Non ☐

7.3 Si votre entreprise embauche des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire, effectue-t-elle une vérification préalable fondée sur les risques avant de conclure une entente avec un agent, un représentant ou une tierce partie jouant le rôle d'intermédiaire? Dans l'affirmative, veuillez joindre un exemple de vérification préalable effectuée pour des agents, des représentants et/ou des tierces parties jouant le rôle d'intermédiaire.	Oui ☐ Non ☐
7.4 Y a-t-il des agents, des représentants et / ou des intermédiaires tiers à l'égard de projets DPSA?	Oui ☐ Non ☐

Section 8 – Certificat de conformité

Le présent certificat constitue un document auquel la CCC peut se fier pour conclure une entente exécutoire avec un acheteur.

Je suis un cadre supérieur de l'entreprise et, à ce titre, j'atteste, au meilleur de mes connaissances, et après avoir effectué des vérifications raisonnables, que les réponses figurant dans le présent questionnaire sont fidèles et exactes à tous les égards importants.

J'ai pris connaissance du [Formulaire de déclaration d'intégrité](#) et de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](#) de Services publics et Approvisionnement Canada ou SPAC, et je confirme que notre entreprise ne serait pas déclarée inadmissible ou suspendue, l'empêchant ainsi de conclure un contrat ou une entente immobilière avec le gouvernement fédéral.

Nous avons révisé et compris que la CCC s'attend à ce que les entreprises canadiennes coopèrent en bonne foi avec les enquêtes devant tout confiance dans les procédures devant tout [point de contact national \(PCN\)](#) pour [les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales](#) qui implique une demande de révision nomme la compagnie.

Ni l'entreprise ni un affilié, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, n'a participé, ni participera, à des activités illégales aux yeux d'aucune loi, notamment le *Code criminel du Canada* et la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou des lois semblables d'autre pays.

Ni l'entreprise, seule ou conjointement avec des tiers, ni quiconque agissant en son nom, fait l'objet d'une enquête ou d'une accusation, ou a reçu un verdict de culpabilité dans un quelconque tribunal, ou s'est fait imposer des mesures administratives connexes par une instance publique, pour cause de pratiques d'affaires contraires à l'éthique.

En outre, je reconnais et comprends au nom de l'entreprise que :

si, la CCC suspendra toute transaction avec l'entreprise si, à tout moment, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction à la *Loi sur la corruption d'agents publics étrangers* ou à une loi semblable dans un pays étranger, a été ou sera commise;

si, à tout moment, des éléments de preuve crédibles démontrent qu'une infraction a été commise dans le processus d'obtention ou d'exécution du projet, la CCC en informera promptement les autorités chargées de l'application de la loi.

Signé le ____ jour de _____ 20____, à _____, au Canada.

(Signature, nom et titre du cadre supérieur du fournisseur)

Énoncé de confidentialité : Les renseignements personnels recueillis seront utilisés pour déterminer l'admissibilité à une entente avec la CCC. Un formulaire incomplet pourrait entraîner l'inadmissibilité de votre entreprise à la passation de contrats avec la CCC. Les renseignements personnels seront conservés dans le Fichier de renseignements personnels de la CCC et seront protégés, utilisés et divulgués conformément à la *Loi sur la protection des renseignements personnels*. Aux termes de la *Loi*, vous avez le droit d'exiger que l'on vous communique les renseignements personnels qui vous concernent et de demander que des corrections soient apportées s'ils sont erronés.